

## Evolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2012

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la croissance devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème, ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse.

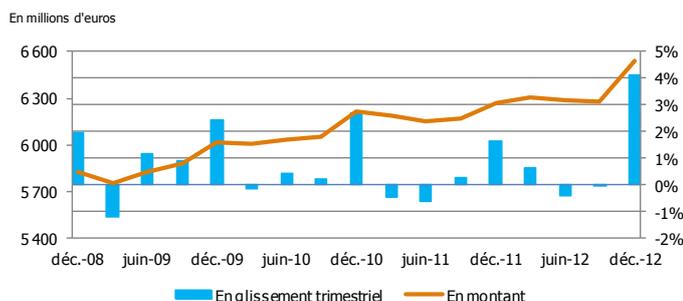
Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème avaient remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflétait l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

### SITUATION FINANCIÈRE STABLE EN FIN D'ANNÉE À LA MARTINIQUE

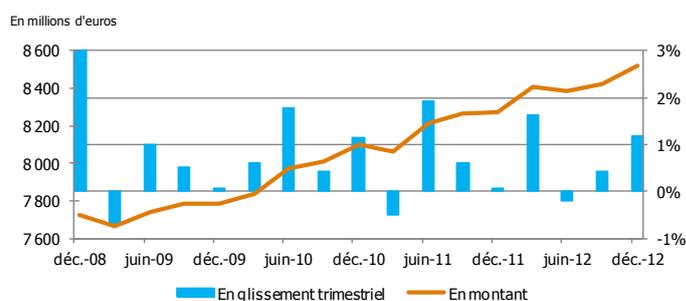
Au quatrième trimestre 2012, malgré une conjoncture économique dégradée, les **encours de crédits sains** sont globalement stables à 7,9 milliards d'euros (+ 0,4 % sur le trimestre, + 2,3 % sur un an). C'est l'encours des collectivités qui contribue principalement à la hausse du trimestre (+ 4,1 %) et dans une moindre mesure celui des ménages (+ 0,9 %), alors que l'encours de crédit des entreprises est en retrait (- 0,7 %).

Les **actifs financiers** progressent à un rythme plus soutenu pour atteindre 6,5 milliards d'euros (+ 4,1 % au quatrième trimestre, + 4,3 % sur l'année). Les avoirs des agents économiques font apparaître une progression de toutes les composantes de l'épargne (catégories d'agents ou maturité des produits). Pour les ménages plus particulièrement, la progression des comptes d'épargne à régime spécial est portée par la hausse des encours des livrets A et bleus et du livret de développement durable, en lien avec la hausse des plafonds, alors que l'épargne à long terme bénéficie d'un regain d'intérêt pour les plans d'épargne logement et pour les contrats d'assurance-vie.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# RESISTANCE DES FINANCEMENTS

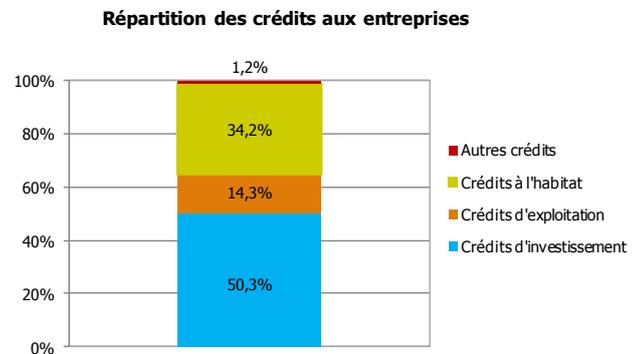
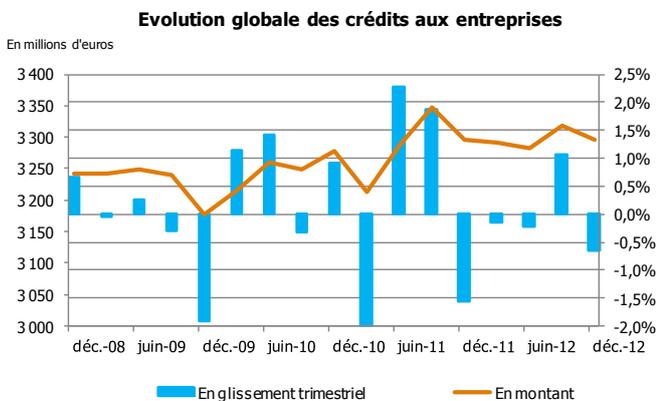
L'encours sain est globalement stable au quatrième trimestre, à 7,9 milliards d'euros (+ 30 millions d'euros, soit + 0,4 % sur le trimestre, + 2,3 % sur l'année).

## Contraction des crédits aux entreprises

Fin 2012, l'encours sain de crédits aux entreprises s'élève à 3,3 milliards d'euros (42 % de l'encours sain global). Il est en retrait au quatrième trimestre (- 22 millions d'euros, soit - 0,7 % sur trois mois, *stagnation sur un an*), en raison de la baisse des crédits d'exploitation, alors que les crédits d'investissement progressent.

A 0,5 milliard, les **crédits d'exploitation** sont en repli sur le trimestre (- 41 millions d'euros, soit - 8,1 %), après avoir connu un pic au précédent trimestre. Ils retrouvent un niveau proche de celui de fin 2011. L'essentiel de la baisse du trimestre tient à l'évolution des comptes ordinaires débiteurs (- 35 millions d'euros, soit - 12,5 %) et des crédits de trésorerie (- 10 millions d'euros, soit - 5,4 %).

Après deux trimestres consécutifs de baisse, les **crédits d'investissement** sont de nouveau orientés à la hausse à 1,7 milliard d'euros (+ 22 millions d'euros, soit + 1,3 % sur le trimestre), ce qui ne permet cependant pas d'inverser la tendance baissière de l'année (- 1,4 %). L'encours des entrepreneurs individuels, notamment, reste très en retrait par rapport à son niveau d'il y a un an (- 48 millions d'euros, soit - 37,1 % sur un an).



## Progression des crédits aux ménages

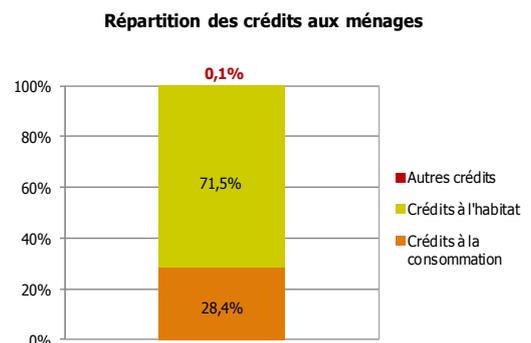
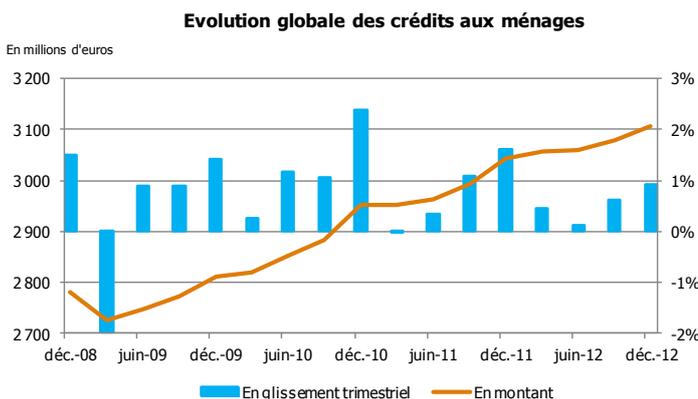
Soutenu par les crédits à l'habitat, l'encours des crédits aux ménages continue de croître au quatrième trimestre (+ 28 millions d'euros, soit + 0,9 % sur trois mois, + 2,1 % sur un an) pour atteindre 3,1 milliards d'euros (39 % de l'encours sain).

En dépit d'une conjoncture économique difficile, les **crédits à l'habitat** restent en effet bien orientés (+ 30 millions d'euros, soit + 1,4 %) et s'élèvent à 2,2 milliards d'euros.

En revanche, l'évolution des **crédits à la consommation** s'inscrit dans la tendance baissière observée depuis le début de l'année 2012, avec un léger repli au quatrième trimestre (- 2 millions d'euros, soit - 0,2 %) à 0,9 milliard d'euros.

## Rebond des crédits aux collectivités locales

L'encours des crédits aux collectivités locales s'élève à 1,2 milliard d'euros (15 % de l'encours sain). Constitué essentiellement de crédits d'investissement, il est en progression sensible en fin d'année (+ 46 millions d'euros, soit + 4,1 % sur trois mois, + 8,6 % sur un an) et sa croissance contribue à près de la moitié de la hausse globale de l'encours sain au quatrième trimestre.



## Dégradation de la sinistralité

Contrastant avec la stabilité observée depuis le début de l'année 2012, la sinistralité est orientée à la hausse au quatrième trimestre. Les **créances douteuses brutes** des établissements locaux atteignent 512 millions d'euros (+ 16 millions d'euros sur le trimestre, soit + 3,2 %) et le taux de créances douteuses représente 6,6 % de l'encours brut (contre 6,5 % aux premier, deuxième et troisième trimestres).

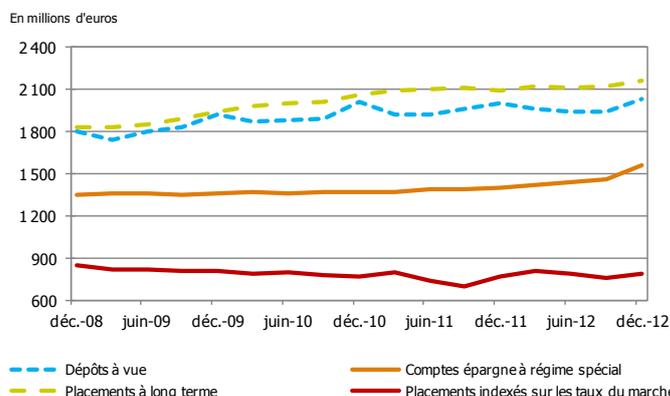
## PROGRESSION DES ACTIFS FINANCIERS

Au quatrième trimestre, les actifs financiers détenus par les agents économiques martiniquais sont en hausse (+ 258 millions d'euros, soit + 4,1 % sur le trimestre, + 4,3 % sur un an), après deux trimestres consécutifs de baisse. Ils s'élevèrent à 6,5 milliards d'euros en fin d'année.

La croissance concerne toutes les catégories d'actifs, mais plus particulièrement, les **placements liquides ou à court terme**, premiers contributeurs à l'évolution du trimestre (+ 126 millions d'euros, soit + 5,7 %), suivis des **dépôts à vue** (+ 92 millions d'euros, soit + 4,7 %) et, dans une moindre mesure, de **l'épargne à long terme** (+ 40 millions d'euros, soit + 1,9 %).

Les actifs financiers progressent, tant pour les entreprises et les ménages que pour les autres agents.

Evolution des principales composantes des actifs financiers



## Hausse de l'épargne des ménages

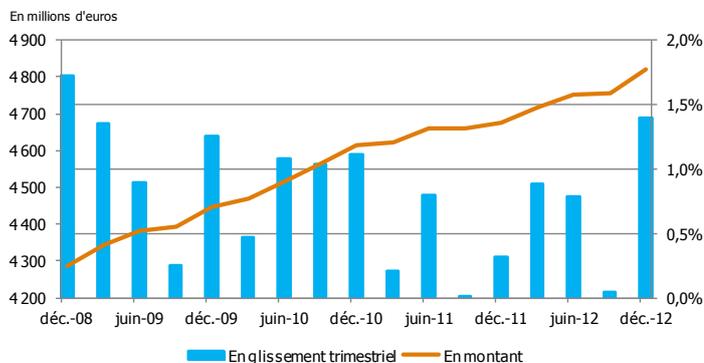
Au cours du quatrième trimestre 2012, les placements des ménages enregistrent leur plus forte progression depuis mars 2009 (+ 67 millions d'euros, soit + 1,4 %) pour s'établir à 4,8 milliards d'euros en fin d'année (74 % de l'ensemble des actifs, + 3,1 % sur l'année). Face à une conjoncture incertaine, cette orientation reflète la prudence des ménages. Leur niveau de consommation plus contenu permet le renforcement de leur épargne.

Alors que les **dépôts à vue** des ménages sont stables (+ 2 millions d'euros, soit + 0,2 % au quatrième trimestre), les placements sont tirés par les **comptes d'épargne à régime spécial** (+ 42 millions d'euros, soit + 3,0 %) et **l'épargne à long terme** (+ 28 millions d'euros, soit + 1,3 %).

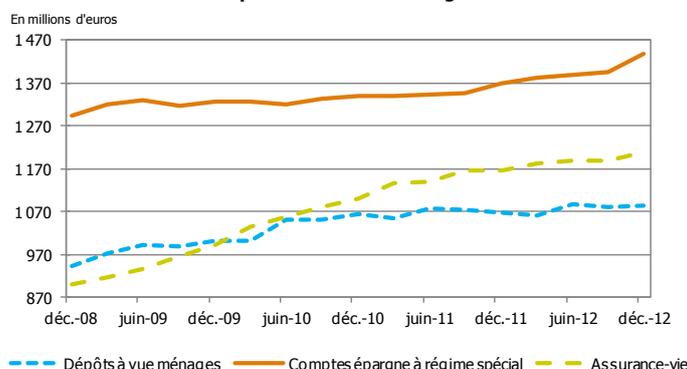
Les comptes d'épargne à régime spécial profitent de la hausse de l'encours des **livrets A et bleus** (+ 30 millions d'euros, soit + 5,6 %) et de l'encours des **livrets de développement durable** (+ 22 millions d'euros, soit + 15,2 %), conséquence du relèvement du plafond des produits d'épargne réglementée au 1<sup>er</sup> octobre 2012. En revanche, l'encours des placements indexés sur les taux de marché continue de se contracter (- 5 millions d'euros, soit - 2,0 %).

L'épargne à long terme bénéficie, quant à elle, de la croissance de l'encours des **plans d'épargne-logement** (+ 9 millions d'euros, soit + 1,7 %) et de celui de **l'assurance-vie** (+ 19 millions d'euros, soit + 1,6 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



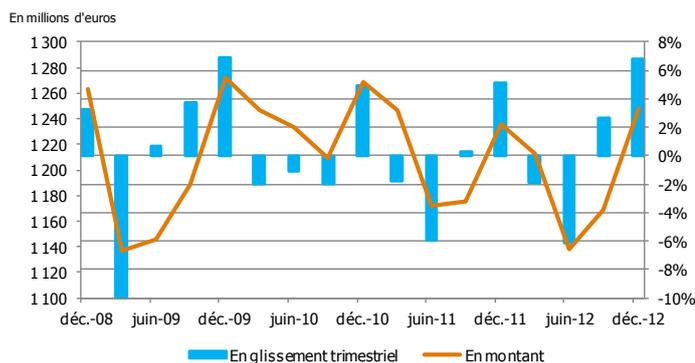
## Croissance sensible des actifs des entreprises

Les actifs détenus par les entreprises s'élèvent à 1,2 milliard d'euros en fin d'année 2012 (19 % de l'ensemble des actifs), et enregistrent une hausse sensible au quatrième trimestre (+ 80 millions d'euros, soit + 6,8 % sur trois mois, + 1,0 % sur un an) sous l'effet, en premier lieu, de la progression des **dépôts à vue** (+ 66 millions d'euros, soit + 9,7 %). Si l'évolution de ces derniers relève de comportements saisonniers, leur encours à fin 2012 est de nouveau supérieur à celui enregistré un an auparavant. Cette situation pourrait s'expliquer par la volonté des chefs d'entreprise de conserver des liquidités dans un environnement marqué par les difficultés de trésorerie et l'allongement des délais de paiement.

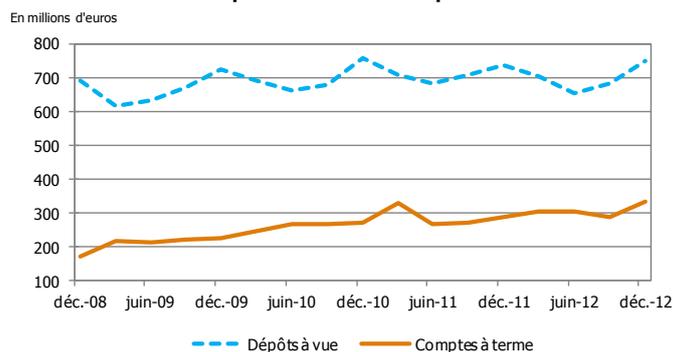
Les **placements liquides ou à court terme** s'inscrivent également globalement en hausse (+ 13 millions d'euros, + 2,9 %), tirés par les **comptes à terme** (+ 47 millions d'euros, soit + 16,3 %) et, dans une moindre mesure, par les **OPCVM monétaires** (+ 10 millions d'euros, soit + 10,4 %), alors que les comptes d'épargne à régime spécial sont en repli (- 25 millions d'euros, soit - 81,9 %), de même que les **certificats de dépôt** (- 19 millions d'euros, soit - 70,5 %).

L'épargne à long terme progresse modestement (+ 1 million d'euros, soit + 2,3 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



## Hausse sensible des placements des autres agents

Les actifs financiers détenus par les autres agents s'élèvent à 469 millions d'euros en fin d'année (7 % des actifs). Ils augmentent très sensiblement au quatrième trimestre (+ 112 millions d'euros, soit + 31,3 % sur trois mois, + 32,2 % sur l'année), après la baisse du troisième trimestre. L'essentiel de la hausse porte sur les **comptes d'épargne à régime spécial** d'un seul établissement de crédit non installé localement (près de 80 millions d'euros). Abstraction faite de cet établissement, la progression est plus modérée (+ 33 millions d'euros, soit + 9,2 %).

### MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

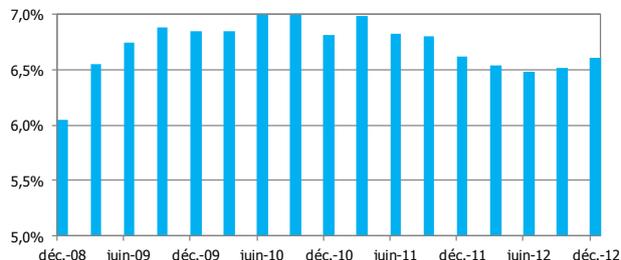
## Les crédits à l'économie

	Montant en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	447,4	394,7	456,6	465,4	443,1	492,6	513,2	471,8	1,4%	-8,1%
<i>Créances commerciales</i>	25,4	27,1	25,7	25,0	23,0	22,8	28,6	20,0	-19,9%	-30,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	242,0	185,9	230,4	191,6	178,7	190,4	178,8	169,1	-11,7%	-5,4%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	62,1	55,9	50,9	46,4	44,9	44,2	43,9	44,6	-4,0%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	129,7	145,6	151,4	210,9	210,9	253,0	277,2	242,5	15,0%	-12,5%
<i>Affacturation</i>	50,3	36,2	49,1	38,0	30,5	26,5	28,7	40,2	5,9%	40,2%
Crédits d'investissement	1 680,6	1 675,7	1 691,6	1 681,1	1 697,6	1 636,8	1 635,2	1 657,2	-1,4%	1,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 462,3	1 476,1	1 479,6	1 498,8	1 513,9	1 460,0	1 453,0	1 472,2	-1,8%	1,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	91,7	92,5	127,4	129,5	128,7	85,9	82,8	81,5	-37,1%	-1,6%
<i>Crédit-bail</i>	218,3	199,6	212,1	182,3	183,8	176,7	182,2	185,0	1,5%	1,5%
Crédits immobiliers	1 076,2	1 078,4	1 100,6	1 102,8	1 104,6	1 108,8	1 127,5	1 127,1	2,2%	0,0%
Autres crédits	37,9	29,0	30,0	45,9	45,2	45,0	42,2	40,2	-12,4%	-4,7%
<b>Encours sain</b>	<b>3 242,1</b>	<b>3 177,9</b>	<b>3 278,8</b>	<b>3 295,2</b>	<b>3 290,4</b>	<b>3 283,2</b>	<b>3 318,1</b>	<b>3 296,3</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,7%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	963,3	917,6	912,6	908,4	898,8	888,3	884,9	882,7	-2,8%	-0,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	883,4	837,9	827,0	819,8	808,3	800,1	795,0	799,1	-2,5%	0,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	41,8	41,5	44,2	48,6	50,7	49,6	51,7	47,9	-1,4%	-7,3%
<i>Crédit-bail</i>	38,1	38,2	41,4	40,0	39,8	38,7	38,2	35,7	-10,6%	-6,4%
Crédits à l'habitat	1 814,9	1 893,8	2 037,3	2 131,6	2 155,6	2 169,2	2 192,4	2 222,0	4,2%	1,4%
Autres crédits	1,6	1,0	2,0	2,4	1,3	2,2	1,2	1,7	-28,4%	42,5%
<b>Encours sain</b>	<b>2 779,8</b>	<b>2 812,3</b>	<b>2 951,9</b>	<b>3 042,4</b>	<b>3 055,8</b>	<b>3 059,8</b>	<b>3 078,5</b>	<b>3 106,5</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	21,5	19,9	21,6	39,2	50,0	31,3	25,8	21,3	-45,7%	-17,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	19,1	16,6	18,8	22,1	44,8	28,6	10,9	17,7	-20,0%	62,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,4	3,3	2,9	17,1	5,2	2,7	14,9	3,6	-78,9%	-75,8%
Crédits d'investissement	990,6	1 036,9	995,2	1 041,1	1 079,9	1 120,8	1 099,4	1 150,0	10,5%	4,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	990,2	1 036,5	994,8	1 040,7	1 079,5	1 120,5	1 099,2	1 149,8	10,5%	4,6%
Autres crédits	3,2	2,3	2,4	2,4	2,9	3,2	3,9	3,8	58,3%	-2,6%
<b>Encours sain</b>	<b>1 015,0</b>	<b>1 058,6</b>	<b>1 018,9</b>	<b>1 082,3</b>	<b>1 132,3</b>	<b>1 155,0</b>	<b>1 128,9</b>	<b>1 174,8</b>	<b>8,6%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>224,2</b>	<b>218,5</b>	<b>325,7</b>	<b>331,5</b>	<b>404,4</b>	<b>371,3</b>	<b>375,5</b>	<b>353,7</b>	<b>6,7%</b>	<b>-5,8%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7261,1</b>	<b>7267,3</b>	<b>7575,3</b>	<b>7751,5</b>	<b>7883,0</b>	<b>7869,3</b>	<b>7900,9</b>	<b>7931,3</b>	<b>2,3%</b>	<b>0,4%</b>
<i>dont ECNIL</i>	732,7	765,0	842,9	814,2	809,6	768,1	783,9	689,4	-15,3%	-12,1%
Créances douteuses brutes	459,4	520,2	525,9	521,2	523,8	519,4	522,8	591,6	13,5%	13,2%
<i>dont ECIL</i>	420,2	478,2	492,3	492,2	494,7	492,1	496,3	512,4	4,1%	3,2%
Créances douteuses nettes	181,7	213,4	212,0	215,8	214,9	239,0	217,2	290,7	34,8%	33,9%
<i>dont entreprises</i>	119,4	146,2	152,9	150,6	149,4	164,7	141,3	151,3	0,5%	7,1%
<i>dont ménages</i>	56,2	56,2	55,2	59,7	60,3	67,0	62,4	64,4	8,0%	3,3%
Provisions	277,6	306,8	313,9	304,0	309,0	280,4	305,6	300,9	-1,0%	-1,5%
<b>Encours total</b>	<b>7720,5</b>	<b>7787,5</b>	<b>8101,2</b>	<b>8272,6</b>	<b>8406,8</b>	<b>8388,6</b>	<b>8423,7</b>	<b>8522,9</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,2%</b>
Taux de créances douteuses	6,0%	6,7%	6,5%	6,3%	6,2%	6,2%	6,2%	6,9%	0,6 pt	0,7 pt
<i>dont ECIL</i>	6,0%	6,8%	6,8%	6,6%	6,5%	6,5%	6,5%	6,6%	0,0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	60,4%	59,0%	59,7%	58,3%	59,0%	54,0%	58,5%	50,9%	-7,4 pts	-7,6 pts

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-08	déc.-09	déc.-10	déc.-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc.-12	1 an	1 trim.
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1263,5</b>	<b>1271,7</b>	<b>1268,5</b>	<b>1235,8</b>	<b>1212,5</b>	<b>1137,7</b>	<b>1168,3</b>	<b>1248,2</b>	<b>1,0%</b>	<b>6,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>691,8</b>	<b>724,7</b>	<b>756,9</b>	<b>735,5</b>	<b>704,4</b>	<b>652,8</b>	<b>681,1</b>	<b>747,3</b>	<b>1,6%</b>	<b>9,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>513,1</b>	<b>501,2</b>	<b>459,5</b>	<b>453,4</b>	<b>457,1</b>	<b>436,3</b>	<b>437,5</b>	<b>450,2</b>	<b>-0,7%</b>	<b>2,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	29,8	4,6	5,1	7,6	5,0	18,3	30,4	5,5	-27,8%	-81,9%
Placements indexés sur les taux de marché	483,3	496,6	454,4	445,8	452,1	418,0	407,1	444,6	-0,3%	9,2%
<i>dont comptes à terme</i>	170,5	225,8	271,8	286,5	306,1	304,7	286,7	333,4	16,4%	16,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	204,1	236,3	112,3	94,4	117,2	94,4	93,4	103,1	9,2%	10,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	108,0	33,0	69,8	64,5	28,3	18,6	26,6	7,8	-87,8%	-70,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>58,6</b>	<b>45,8</b>	<b>52,1</b>	<b>46,8</b>	<b>51,0</b>	<b>48,6</b>	<b>49,7</b>	<b>50,8</b>	<b>8,5%</b>	<b>2,3%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	13,5	21,0	29,1	20,1	18,4	16,7	16,2	16,7	-16,8%	3,1%
<b>Ménages</b>	<b>4284,9</b>	<b>4447,4</b>	<b>4613,6</b>	<b>4675,0</b>	<b>4716,1</b>	<b>4753,3</b>	<b>4755,2</b>	<b>4821,7</b>	<b>3,1%</b>	<b>1,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>942,5</b>	<b>1 000,8</b>	<b>1 065,8</b>	<b>1 067,1</b>	<b>1 060,6</b>	<b>1 088,2</b>	<b>1 081,1</b>	<b>1 083,5</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 580,7</b>	<b>1 562,0</b>	<b>1 555,4</b>	<b>1 583,2</b>	<b>1 608,2</b>	<b>1 624,7</b>	<b>1 627,5</b>	<b>1 664,8</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 293,6	1 327,8	1 341,2	1 367,9	1 381,4	1 390,2	1 395,7	1 437,7	5,1%	3,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	497,6	500,1	511,1	507,2	514,1	515,6	520,7	511,3	0,8%	-1,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	425,4	463,5	479,4	514,5	522,5	528,2	530,4	560,3	8,9%	5,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,6	16,4	14,9	14,5	14,1	14,1	13,9	14,0	-3,9%	0,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	99,1	85,0	73,9	67,4	64,3	64,4	63,8	63,8	-5,4%	0,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	132,8	138,8	139,5	142,7	143,8	144,9	144,3	166,3	16,6%	15,2%
<i>dont comptes d'épargne-logement</i>	123,0	124,1	122,2	121,6	122,6	123,0	122,7	122,1	0,4%	-0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	287,1	234,1	214,2	215,2	226,8	234,5	231,8	227,0	5,5%	-2,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	225,0	179,4	179,0	188,8	200,4	209,5	207,9	204,4	8,3%	-1,7%
<i>dont bons de caisse</i>	2,1	1,9	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	-4,4%	-1,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	60,0	52,8	33,5	24,8	24,8	23,5	22,3	21,1	-15,0%	-5,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1 761,7</b>	<b>1 884,5</b>	<b>1 992,5</b>	<b>2 024,7</b>	<b>2 047,2</b>	<b>2 040,4</b>	<b>2 046,6</b>	<b>2 073,5</b>	<b>2,4%</b>	<b>1,3%</b>
<i>dont plans d'épargne-logement</i>	524,7	524,3	533,5	536,6	533,4	531,5	529,4	538,5	0,4%	1,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	90,8	86,0	79,3	69,4	67,8	66,6	65,7	65,6	-5,5%	-0,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,9	5,4	4,3	4,2	4,0	4,5	4,7	4,9	17,2%	5,1%
<i>dont actions</i>	59,4	70,0	72,1	67,9	62,9	60,9	61,1	61,5	-9,4%	0,7%
<i>dont obligations</i>	98,2	122,0	123,2	110,7	133,9	127,5	135,7	134,9	21,9%	-0,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	83,2	84,5	78,8	69,3	63,2	59,6	59,5	58,7	-15,3%	-1,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	899,6	992,3	1 101,3	1 166,6	1 182,1	1 189,9	1 190,5	1 209,4	3,7%	1,6%
<b>Autres agents</b>	<b>276,6</b>	<b>301,7</b>	<b>332,3</b>	<b>357,2</b>	<b>380,1</b>	<b>393,1</b>	<b>357,1</b>	<b>468,8</b>	<b>31,2%</b>	<b>31,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>171,3</b>	<b>193,4</b>	<b>185,1</b>	<b>200,9</b>	<b>196,9</b>	<b>204,8</b>	<b>175,7</b>	<b>198,9</b>	<b>-1,0%</b>	<b>13,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>98,2</b>	<b>101,6</b>	<b>130,6</b>	<b>135,3</b>	<b>161,5</b>	<b>166,5</b>	<b>158,3</b>	<b>234,9</b>	<b>73,5%</b>	<b>48,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	22,8	25,6	25,9	29,1	31,0	33,8	33,5	116,3	298,8%	247,1%
Placements indexés sur les taux de marché	75,3	76,0	104,7	106,2	130,5	132,7	124,8	118,6	11,7%	-5,0%
<i>dont comptes à terme</i>	40,9	44,7	79,4	86,5	87,3	88,9	87,3	85,0	-1,8%	-2,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>7,2</b>	<b>6,6</b>	<b>16,5</b>	<b>21,0</b>	<b>21,7</b>	<b>21,8</b>	<b>23,1</b>	<b>35,0</b>	<b>66,6%</b>	<b>52,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>5 825,0</b>	<b>6 020,7</b>	<b>6 214,4</b>	<b>6 268,0</b>	<b>6 308,7</b>	<b>6 284,2</b>	<b>6 280,6</b>	<b>6 538,7</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1805,6</b>	<b>1918,9</b>	<b>2007,8</b>	<b>2003,5</b>	<b>1962,0</b>	<b>1945,8</b>	<b>1937,9</b>	<b>2029,6</b>	<b>1,3%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2191,9</b>	<b>2164,8</b>	<b>2145,5</b>	<b>2171,9</b>	<b>2226,8</b>	<b>2227,6</b>	<b>2223,4</b>	<b>2349,8</b>	<b>8,2%</b>	<b>5,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 346,1	1 358,1	1 372,2	1 404,7	1 417,4	1 442,3	1 459,7	1 559,5	11,0%	6,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	515,3	517,9	527,8	526,5	537,3	544,7	554,9	538,2	2,2%	-3,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	459,0	474,4	493,6	532,2	535,5	551,0	560,0	575,3	8,1%	2,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,6	16,4	15,0	14,5	14,1	14,1	13,9	14,0	-3,9%	0,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	99,1	85,0	74,0	67,4	64,3	64,4	63,8	63,8	-5,4%	0,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	132,8	138,8	139,6	142,7	143,8	144,9	144,4	166,4	16,6%	15,2%
<i>dont comptes d'épargne-logement</i>	123,0	124,1	122,3	121,7	122,6	123,0	122,7	122,2	0,4%	-0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	845,8	806,7	773,3	767,2	809,4	785,3	763,7	790,3	3,0%	3,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	436,4	449,9	530,2	561,8	593,8	603,1	582,0	622,7	10,8%	7,0%
<i>dont bons de caisse</i>	4,7	8,5	8,3	9,5	10,3	6,6	3,4	2,3	-75,6%	-33,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	108,0	33,0	69,8	64,5	28,3	18,6	26,6	7,8	-87,8%	-70,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	296,7	315,4	165,0	131,5	177,0	157,0	151,7	157,4	19,7%	3,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1827,6</b>	<b>1936,9</b>	<b>2061,1</b>	<b>2092,6</b>	<b>2119,9</b>	<b>2110,8</b>	<b>2119,3</b>	<b>2159,3</b>	<b>3,2%</b>	<b>1,9%</b>
<i>dont plans d'épargne-logement</i>	524,7	524,3	533,7	536,8	533,6	531,8	529,6	538,8	0,4%	1,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	90,8	86,0	79,3	69,4	67,8	66,7	65,7	65,6	-5,5%	-0,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,9	5,4	4,3	4,2	4,0	4,5	4,7	4,9	17,2%	5,1%
<i>dont actions</i>	65,0	76,4	78,5	73,9	68,9	66,6	67,0	68,3	-7,6%	1,9%
<i>dont obligations</i>	143,4	146,0	145,3	136,9	166,2	159,1	169,6	181,1	32,3%	6,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	98,1	106,6	118,6	101,1	93,6	88,5	88,4	87,4	-13,5%	-1,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	899,7	992,3	1 101,3	1 170,3	1 185,8	1 193,6	1 194,3	1 213,1	3,7%	1,6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : mars 2013